

Les Etats Généraux de l'Europe

Article publié le 23 juin 2008 sur le site internet lemonde.fr

A Lyon, les europhiles listent des pistes pour « sauver l'Europe »

LE MONDE | 23.06.08 | 14h22 • Mis à jour le 23.06.08 | 15h23

LYON CORRESPONDANTE RÉGIONALE

Devant le palais des congrès de Lyon, samedi 21 juin, cinq jeunes arborent une banderole « Respect the irish no ». A l'intérieur, les europhiles s'étaient donné rendez-vous pour la deuxième édition des Etats généraux de l'Europe, lancés en 2007 à Lille avant les élections présidentielles.

Devant des invités prestigieux, les trois associations organisatrices (le Mouvement européen-France, Europanova et les deloristes de Notre Europe) espéraient ne pas trop s'attarder sur le non irlandais au traité de Lisbonne. Mais le sujet a accaparé les esprits. « On ne peut pas bénéficier à ce point des aides européennes, jouer à fond sur le dumping fiscal et au moment où il faut choisir, dire non cela ne m'intéresse pas », s'est emportée Elisabeth Guigou (PS), stigmatisant le rôle des Américains et du groupe de presse Murdoch dans ce non. Une analyse étayée par le secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet : « L'Europe a des ennemis puissants de l'autre côté de l'Atlantique, dotés de moyens financiers considérables. Le rôle des néoconservateurs américains a été très important dans la victoire du non. »

Crise de valeurs, absence de perspective, faiblesse politique, les europhiles ont affirmé ne plus vouloir laisser le monopole de la critique aux europhobes. Pour François Chérèque, si « l'Europe n'a pas de soutien, c'est parce qu'elle n'a pas de base populaire » et ne « parle pas assez de social ». Citant la pêche, le secrétaire général de la CFDT a appelé de ses vœux une Europe qui sorte de son dogmatisme pour s'engager dans la protection des salariés et « apporter des réponses sur la problématique du développement durable et de la mondialisation ». Pour « sauver l'Europe », d'autres pistes ont été évoquées comme une armée européenne, la création d'un impôt européen, l'instauration d'un référendum européen... « Le piège, a prévenu l'ancien ministre des finances italien Tommaso Padoa-Schioppa, le président de Notre Europe, c'est de croire que l'Europe est faite. »

Sophie Landrin

© Le Monde